

sur terre» et «de façon que les effets de ton action ne soient pas destructeurs pour la possibilité future d'une telle vie».

Pour mettre en oeuvre cette éthique de la responsabilité dans l'ignorance où nous sommes des conséquences lointaines de nos actions, il convient de s'en remettre à notre imagination et plus précisément à ce que Jonas appelle «l'heuristique de la peur». Autrement dit, il faut prendre le contre-pied de l'idéologie du progrès et, au lieu d'attendre toujours la lune des technologies nouvelles, imaginer leurs pires conséquences possibles. Si elle paraissent pouvoir, fut-ce dans un futur très lointain, remettre en cause soit l'existence de l'humanité, soit même la qualité de la vie humaine, mieux vaut alors y renoncer en dépit des avantages immédiats qu'on pourrait en retirer. Cette éthique débouche sur une politique publique et doit être appréciée à ce niveau ; le contrôle *a priori* de l'innovation technologique n'a en effet de sens que s'il devient général. Par ailleurs, seul un comité d'experts peut rendre l'heuristique de la peur opérationnelle : imaginer les pires conséquences présuppose quelques connaissances et un nombre restreint d'individus qui puissent arrêter ensemble ceux des produits de leur imagination qu'ils considèrent plausibles.

Sur le plan politique, les démocraties représentatives paraissent à Jonas incapables de faire face aux responsabilités qui sont désormais celles du genre humain : leur seul moteur est l'hédonisme des foules. Il appelle de ses vœux l'instauration d'une «tyrannie bienveillante et bien informée» dirigée par un collège d'experts reprenant à leur compte l'économie planifiée et le pouvoir fort et centralisé des anciennes démocraties populaires. Ces sages ne devront pas hésiter à recourir à de «pieux mensonges» et à manipuler l'idéal de justice d'inspiration marxiste; rappelons que *le Principe responsabilité* de Jonas a été publié en 1979.

Un tel régime serait-il efficace ? Une efficacité jugée par Jonas indispensable compte tenu de l'urgence qu'il y a à apporter des solutions à la crise écologique. On peut en douter. Ce régime ne pourrait compter que sur une population démobilisée et probablement opposée. En outre, ce petit groupe d'experts convaincus d'être en charge du salut de l'humanité, soumis à aucun contrôle et n'ayant de compte à rendre à personne, ne peut que dérailler. Comment feront-ils d'ailleurs face à leurs propres dissensions ? Mieux vaut préserver le double contrôle des élites par le peuple, et celui du peuple par les élites, caractéristique de nos démocraties.

Il n'en reste pas moins vrai que la question posée par Jonas, celle de la défense des générations futures, vis-à-vis de laquelle la règle d'or est à nouveau silencieuse, est sans réponse pour l'heure.

Le scénario démocratique

Le scénario démocratique s'inscrit dans le cadre du développement durable tel qu'il a été défini par le rapport Brundtland publié en 1987 par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement : à savoir «le développement qui répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs» ; ce qui implique qu'on ne mette pas en danger «les systèmes naturels qui nous font vivre : l'atmosphère, l'eau, les sols et les êtres vivants». Ce rapport insistait également sur les procédures participatives et cherchait à promouvoir les deux valeurs suivantes : le développement social et personnel et la durabilité écologique. Plus précisément l'écologie démocratique repose sur les trois piliers suivants.

En premier lieu la mise en oeuvre du principe de précaution, c'est-à-dire du principe qui, face à un risque incertain de dommages graves dans les domaines environnementaux et sanitaires, nous incite à agir pour le prévenir à la source, sans attendre la certitude. Entendu comme une règle de droit destinée à s'appliquer aux décideurs technologiques, et non comme un simple